

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DE LA MEUSE  
AB/VLN

ARRONDISSEMENT DE COMMERCY

**ARRÊTÉ PORTANT PERMISSION DE STATIONNEMENT**

Le Maire de la Commune de COMMERCY,  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-2 et L 2213-1,  
Vu le Code de la route,  
Vu le Code de la voirie routière,  
Vu la demande de l'entreprise SOGEA BERTHOLD - 38 RUE DU MOULIN- à DIEUE-SUR-MEUSE - 55320 - en date du 22 07 2022 qui souhaite occuper temporairement le domaine public RUE ALPHONSE VERNEAU (DU N°18 AU N°38) pour le stationnement de nacelle(s) afin d'effectuer des travaux aériens dans le cadre du déploiement de la fibre optique, pour le compte de LOSANGE,  
Considérant qu'il y a lieu de prendre les mesures dans le but de garantir la sécurité pendant les travaux,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1** - Jeudi 28 07 2022 SOGEA BERTHOLD est autorisée à occuper temporairement le domaine public rue ALPHONSE VERNEAU (DU N°18 AU N°38) pour le stationnement de nacelle(s) afin d'effectuer des travaux aériens dans le cadre du déploiement de la fibre optique, pour le compte de Losange,

**ARTICLE 2** - Ces travaux et ce stationnement nécessiteront les dispositions suivantes :

- ☐ mise en place de dispositifs de sécurité nécessaires et réglementaires afin d'assurer la sécurité du chantier, des véhicules et des piétons,
- ☐ accès aux chambres et regards des branchements et réseaux souterrains libérés sur simple demande verbale des concessionnaires ou des Services Techniques Municipaux,
- ☐ protection du trottoir contre tout risque de dégradations,
- ☐ interdiction de stationner (devant les N° 20 / N° 27 / N° 29 / N° 33 / N° 35 / N° 37 / N° 39)

**ARTICLE 3** - La signalisation sera mise en place par le permissionnaire. Les panneaux d'autorisation de stationnement seront dressés au préalable par les Services Techniques de la Ville à la demande de l'entreprise SOGEA BERTHOLD.

**ARTICLE 4** - l'entreprise SOGEA BERTHOLD répondra des accidents éventuels survenus du fait de cette occupation du domaine public et veillera à préserver les droits des tiers.

**ARTICLE 5** - Le présent arrêté est contestable auprès du Tribunal compétent dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification.

**ARTICLE 6** - Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Responsable des Services Techniques et les agents placés sous leurs ordres, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Notification sera faite à l'intéressée.

COMMERCY, le 25 07 2022

Le 1<sup>er</sup> Adjoint,  
Jean-Philippe VAUTRIN

SOGEA BERTHOLD  
38 RUE DU MOULIN  
55320 DIEUE-SUR-MEUSE

**DEMANDE D'AUTORISATION**

☒ d'occuper temporairement le domaine public RUE ALPHONSE VERNEAU *devant les N° 18 jusqu'au N° 38* pour le stationnement de nacelle(s) afin d'effectuer des travaux aériens dans le cadre du déploiement de la fibre optique, pour le compte de Losange,

☒ période d'occupation du domaine public : Jeudi 28 07 2022

☒ le permissionnaire est responsable de tous les accidents pouvant survenir du fait de ce stationnement et de ces travaux

**DISPOSITIONS A RESPECTER**

☒ toutes les mesures nécessaires devront être prises pour garantir la sécurité du chantier, des piétons

☒ le chantier sera signalé par panneaux conformes à la réglementation en vigueur

☒ le trottoir et la chaussée seront protégés de toutes les souillures pouvant survenir du fait de ces travaux

☒ toutes dégradations du domaine public communal constatées en fin de chantier seront réparées et vous seront facturées

☐ le dépassement non justifié de la durée annoncée entraînera une redevance de .... par jour supplémentaire.

L'entreprise SOGEA BERTHOLD reconnaît avoir reçu ampliation du présent arrêté.

COMMERCY, le \_\_\_\_\_  
Cachet et signature du permissionnaire,

DÉPARTEMENT DE LA MEUSE  
AB/VLN

ARRONDISSEMENT DE COMMERCY

**ARRÊTÉ PORTANT PERMISSION DE STATIONNEMENT**

Le Maire de la Commune de COMMERCY,  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-2 et 2213-1,  
Vu le Code de la route,  
Vu le Code de la voirie routière,  
Vu l'arrêté portant délégation de signature du Maire pour les arrêtés d'occupation du domaine public en cas de déménagement et d'emménagement en date du 04 juin 2018,  
Vu la demande de déménagement des **DÉMÉNAGEURS BRETONS** - AGENCE DE BESANCON -01 RUE ARISTOTE -25 410 DANNEMARIE SUR CRETE- en date du 11 07 2022 qui souhaite occuper temporairement le domaine public devant le N° 19 RUE DE LA POCHERIE à COMMERCY pour le stationnement d'un camion de déménagement,  
Considérant qu'il y a lieu de prendre les mesures dans le but de garantir la sécurité pendant ce déménagement,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1** - Le Lundi 1er 08 2022 **DÉMÉNAGEURS BRETONS** - AGENCE DE BESANCON -01 RUE ARISTOTE -25 410 DANNEMARIE SUR CRETE sont autorisés à occuper le domaine public devant le N° 19 RUE DE LA POCHERIE à COMMERCY pour le stationnement d'un camion de déménagement.

**ARTICLE 2** - Ce déménagement nécessitera les dispositions suivantes :

- ☐ mise en place de dispositifs de sécurité nécessaires et réglementaires afin d'assurer la sécurité du déménagement, des piétons et des véhicules,
- ☐ réservation 03 places pour stationner un camion de déménagement devant le N° 19 RUE DE LA POCHERIE

**ARTICLE 3** - La signalisation sera mise en place par le permissionnaire. Les panneaux d'autorisation de stationnement seront dressés par les Services Techniques à la demande des **DÉMÉNAGEURS BRETONS**

**ARTICLE 4** - **DÉMÉNAGEURS BRETONS** répondront des accidents éventuels survenus du fait de cette occupation du domaine public et veilleront à préserver les droits des tiers.

**ARTICLE 5** - Le présent arrêté est contestable auprès du Tribunal compétent dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification.

**ARTICLE 6** - Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Responsable des Services Techniques et les agents placés sous leurs ordres, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Notification sera faite aux **DÉMÉNAGEURS BRETONS**

COMMERCY, le 25 07 2022

Le 1<sup>er</sup> Adjoint,  
Jean-Philippe VAUTRIN



DÉMÉNAGEURS BRETONS  
AGENCE DE BESANCON  
01 RUE ARISTOTE  
25 410 DANNEMARIE SUR CRETE

**DEMANDE D'AUTORISATION**

d'occuper temporairement le domaine public devant le N° 19 RUE DE LA POCHERIE pour le stationnement d'un camion de déménagement

**période d'occupation du domaine public : Le Lundi 1er 08 2022**

le permissionnaire est responsable de tous les accidents pouvant survenir du fait de ce déménagement

**DISPOSITIONS A RESPECTER**

toutes les mesures devront être prises afin de garantir la sécurité du déménagement, des véhicules et des piétons

le déménagement sera signalé par panneaux conformes à la réglementation en vigueur

le trottoir et la chaussée seront protégés de toutes les souillures pouvant survenir du fait de ce déménagement

toutes dégradations du domaine public communal constatées seront réparées et vous serez facturées

le dépassement non justifié de la durée annoncée entraînera une redevance de .... € par M et par jour supplémentaire

**DÉMÉNAGEURS BRETONS** reconnaissent avoir reçu ampliation du présent arrêté.

DANNEMARIE SUR CRETE, le \_\_\_\_\_

Signature du permissionnaire,



## RÉPUBLIQUE FRANCAISE

DÉPARTEMENT DE LA MEUSE  
AB/VLN

ARRONDISSEMENT DE COMMERCY

**ARRÊTÉ PORTANT PERMISSION DE STATIONNEMENT**

Le Maire de la Commune de COMMERCY,  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-2 et L 2213-1,  
Vu le Code de la route,  
Vu le Code de la voirie routière,  
Vu la demande de l'entreprise PCZC - lieu dit les MARRONNIERS à HATTONCHATEL - 55210 - en date du 25 07 2022 qui souhaite occuper temporairement le domaine public pour la pose d'un échafaudage au N°62 ROUTE DE SAINT-MIHIEL, afin de procéder à des travaux de rénovation de toiture chez Madame DRAPIER Béatrice,  
Vu la déclaration préalable N°05512222CY047 autorisant les travaux de rénovation de toiture chez Madame DRAPIER,  
Considérant qu'il y a lieu de prendre les mesures dans le but de garantir la sécurité pendant les travaux,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1** - du 1ER 08 2022 au 13 08 2022, l'entreprise PCZC est autorisée à occuper temporairement le domaine public pour la pose d'un échafaudage au N°62 RUE DE SAINT-MIHIEL, afin de procéder à des travaux de rénovation de toiture chez Madame DRAPIER.

**ARTICLE 2** - Ces travaux nécessiteront les dispositions suivantes :

- mise en place de dispositifs de sécurité nécessaires et réglementaires afin d'assurer la sécurité du chantier, des piétons et des véhicules,
- travaux en circulation alternée par alternat par feux tricolores
- installation d'un échafaudage N° 62 RUE DE SAINT-MIHIEL; celui-ci devra être posé sur cales en bois, doté de bâches afin d'éviter toutes projections et équipé de dispositifs fluorescents pour son signalement,
- accès aux chambres et regards des branchements et réseaux souterrains libérés sur simple demande verbale des concessionnaires ou des Services Techniques Municipaux,
- mise en place de panneaux "piétons, prenez le trottoir, d'en face"
- réservation de 01 place de stationnement devant le N° 73 RUE DE SAINT-MIHIEL pour stationner un véhicules de chantier

**ARTICLE 3** - La signalisation sera mise en place par le permissionnaire.


**ARTICLE 4** - L'entreprise PCZC répondra des accidents éventuels survenus du fait de cette occupation du domaine public et veillera à préserver les droits des tiers.

**ARTICLE 5** - Le présent arrêté est contestable auprès du Tribunal compétent dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification.

**ARTICLE 6** - Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Responsable des Services Techniques et les agents placés sous leurs ordres, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Notification sera faite à l'intéressée.

COMMERCY, le 26 07 2022

Le 1<sup>er</sup> Adjoint,  
Jean-Philippe VAUTRIN



PCZC

Lieu-dit LES MARRONNIERS  
55210 HATTONCHATEL

### **DEMANDE D'AUTORISATION**

- ☒ d'occuper temporairement le domaine public pour la pose d'un échafaudage au N°62 RUE DE SAINT-MIHIEL afin de procéder à des travaux de rénovation de toiture chez Madame DRAPIER
- ☒ période d'installation : du 1er 08 2022 au 13 08 2022
- ☒ le permissionnaire est responsable de tous les accidents pouvant survenir du fait de ce stationnement et de ces travaux

### **DISPOSITIONS A RESPECTER**

- ☒ toutes les mesures nécessaires devront être prises pour garantir la sécurité du chantier, des piétons et des véhicules
- ☒ le chantier sera signalé par panneaux conformes à la réglementation en vigueur
- ☒ l'échafaudage sera posé sur cales en bois et doté de bâches afin d'éviter toutes projections et équipé de dispositifs fluorescents pour son signallement
- ☒ le trottoir et la chaussée seront protégés de toutes les souillures pouvant survenir du fait de ces travaux
- ☒ toutes dégradations du domaine public communal constatées en fin de chantier seront réparées et vous seront facturées

L'entreprise PCZC reconnaît avoir reçu ampliation du présent arrêté.

A HATTONCHATEL, le

Cachet et signature de l'entreprise PCZC

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DE LA MEUSE  
AB/VLN

ARRONDISSEMENT DE COMMERCY

**ARRÊTÉ PORTANT AUTORISATION DE VOIRIE**

Le Maire de la Commune de COMMERCY,  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L2212-2 et L2213-1,  
Vu le Code de la route,  
Vu le Code de la voirie routière,  
Vu la demande de CHARDOT TP - 04 RUE DES ROISES - BP 20011 - 55201 COMMERCY CEDEX - en date du 26 07 2022 qui souhaite occuper temporairement le domaine public CHEMIN DE BUSSY et CHEMIN DE LA HAUTE FIN afin de réaliser des travaux de réfection de chaussée et de trottoirs,  
Considérant qu'il y a lieu de prendre les mesures dans le but de garantir la sécurité pendant les travaux,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1** - Du 28 07 2021 au 31 08 2022, l'entreprise CHARDOT TP est autorisée à occuper temporairement le domaine public CHEMIN DE BUSSY et CHEMIN DE LA HAUTE FIN afin de réaliser des travaux de réfection de chaussée et de trottoirs .

**ARTICLE 2** - Le permissionnaire a la charge de la signalisation de son chantier dans les conditions prévues par l'instruction ministérielle sur la signalisation routière. Il sera en outre responsable de tous dommages et accidents pouvant résulter des travaux.

- ☐ **Conditions particulières liées à la sécurité :**
  - travaux en chaussée rétrécie ou demie-chaussée,
  - travaux en circulation alternée par alternat manuel ou par feux tricolores,
  - balisage du chantier,
  - vitesse limitée à 30km/h au droit des travaux
  - mise en place de panneaux « piétons, prenez le trottoir d'en face »
  - interdiction de stationnement
  - route barrée sauf riverains
- ☐ **Réfection de la chaussée et des trottoirs :**
  - la voirie et le trottoir seront refaits en calcaire dans l'attente de la réalisation des travaux de voirie,
  - les bordures, caniveaux, pavés et regards seront déposés et rescellés ou reconstruits à l'identique conformément aux règles de l'art ou fonçage (les affouillements sont interdits),
  - les raccords de revêtement seront découpés proprement avant terrassement et de manière rectiligne,
  - fermeture à zéro de la fouille en attente de la réfection définitive en enrobé à froid sur chaussée ou bicouche, si le délai d'intervention entre la fin des remblais et la réfection des enrobés est supérieur à 5 jours

**ARTICLE 3** - Aussitôt après l'achèvement des travaux, le permissionnaire sera tenu d'enlever les matériaux, et de réparer immédiatement tous les dommages qu'il aura pu causer à la voie publique et à ses dépendances. La durée des travaux, y compris les éventuelles remises en état provisoires, ne devra pas excéder le 31 08 2022.

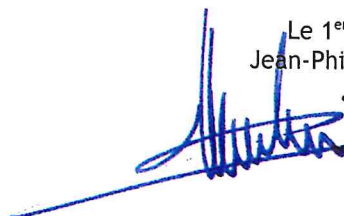
**ARTICLE 4** - La présente autorisation n'est valable que pour une utilisation correspondant à la période demandée. Elle est en outre accordée à titre précaire et pourra être modifiée ou révoquée en tout ou partie, soit en cas d'inexécution des conditions d'autorisation, soit dans le cas où l'administration le jugerait utile pour les besoins de la voirie ou dans un but quelconque d'intérêt public. Le permissionnaire devrait alors, et sur la notification d'un arrêté de mise en demeure, se conformer aux mesures qui lui seraient prescrites, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité.

**ARTICLE 5** - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 6** - Le présent arrêté est contestable auprès du Tribunal compétent dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification.

**ARTICLE 7** - Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Responsable des Services Techniques et les agents sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

COMMERCY, le 26 07 2022

Le 1<sup>er</sup> Adjoint,  
Jean-Philippe VAUTRIN

CHARDOT TP  
04 RUE DES ROISES  
BP 20011  
55201 COMMERCEY CEDEX

**DEMANDE D'AUTORISATION**

- ☒ d'occuper temporairement le domaine public CHEMIN DE BUSSY et CHEMIN DE LA HAUTE FIN afin de réaliser des travaux de réfection de chaussée et de trottoirs
- ☒ période d'occupation du domaine public : du 28 07 2022 au 31 08 2022
- ☒ le permissionnaire est responsable de tous les accidents pouvant survenir du fait de ces travaux

**DISPOSITIONS A RESPECTER**

- ☒ toutes les mesures nécessaires devront être prises afin de garantir la sécurité des piétons, des véhicules et du chantier
- ☒ les travaux devront être réalisés selon les prescriptions techniques énoncées à l'article 2
- ☒ le chantier sera signalé par panneaux conformes à la réglementation en vigueur
- ☒ la réfection de la chaussée et des trottoirs devront être refaits à l'identique
- ☒ le chantier sera clôturé par des barrières
- ☒ toutes dégradations du domaine public communal constatées en fin de chantier seront réparées et vous seront facturées

L'entreprise CHARDOT TP reconnaît avoir reçu ampliation du présent arrêté.

COMMERCEY , le \_\_\_\_\_

Cachet et signature de CHARDOT TP,



## RÉPUBLIQUE FRANCAISE

DÉPARTEMENT DE LA MEUSE

ARRONDISSEMENT DE COMMERCY

AB/VLN

## ARRÊTÉ PORTANT PERMISSION DE STATIONNEMENT

Le Maire de la Commune de COMMERCY,  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-2 et 2213-1,  
Vu le Code de la route,  
Vu le Code de la voirie routière,  
Vu l'arrêté portant délégation de signature du Maire pour les arrêtés d'occupation du domaine public en cas de déménagement et d'emménagement en date du 27 07 2022,  
Vu la demande de Madame MARCHAL Loredana - 08 RUE COLSON à COMMERCY qui souhaite occuper temporairement le domaine public devant chez elle pour le stationnement d'un camion afin d'effectuer son déménagement,  
Considérant qu'il y a lieu de prendre les mesures dans le but de garantir la sécurité pendant ce déménagement,

## ARRÊTE

**ARTICLE 1** - Le Lundi 1er 08 2022, Madame MARCHAL Loredana est autorisée à occuper le domaine public devant le n°08 RUE COLSON pour le stationnement d'un camion afin d'effectuer son déménagement.

**ARTICLE 2** - Ce déménagement nécessitera les dispositions suivantes :

Mise en place de dispositifs de sécurité nécessaires et réglementaires afin d'assurer la sécurité du déménagement, des piétons et des véhicules,

- ☐ réservation de 3 places de stationnement devant les N°08 ET N°10 ET N°12 RUE COLSON pour stationner un camion de déménagement.

**ARTICLE 3** - La signalisation sera mise en place par le permissionnaire. Les panneaux de réservation de stationnement seront dressés par les Services Techniques à la demande de Madame MARCHAL Loredana.

**ARTICLE 4** - Madame MARCHAL Loredana répondra des accidents éventuels survenus du fait de cette occupation du domaine public et veilleront à préserver les droits des tiers.

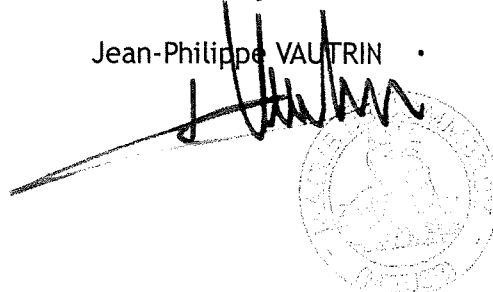
**ARTICLE 5** - Le présent arrêté est contestable devant le Tribunal compétent dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification.

**ARTICLE 6** - Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Responsable des Services Techniques et les agents placés sous leurs ordres, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Notification sera faite à l'intéresséE.

COMMERCY, le 28 07 2022

Le 1<sup>er</sup> Adjoint,

Jean-Philippe VAUTRIN



Madame MARCHAL Loredana  
08 RUE COLSON  
55200 COMMERCY

**DEMANDE D'AUTORISATION**

☒ d'occuper temporairement le domaine public devant les N°08 et N°10 et N°12 RUE COLSON pour le stationnement d'un camion de déménagement

☒ période d'occupation du domaine public : le Lundi 1er août 2022

☒ le permissionnaire est responsable de tous les accidents pouvant survenir du fait de ce déménagement

**DISPOSITIONS A RESPECTER**

☒ toutes les mesures devront être prises afin de garantir la sécurité du déménagement, des véhicules et des piétons

☒ le déménagement sera signalé par panneaux conformes à la réglementation en vigueur

☒ le trottoir et la chaussée seront protégés de toutes les souillures pouvant survenir du fait de ce déménagement

☒ toutes dégradations du domaine public communal constatées seront réparées et vous seront facturées

☐ le dépassement non justifié de la durée annoncée entraînera une redevance de .... € par M et par jour supplémentaire

Madame MARCHAL Loredana reconnaît avoir reçu ampliation du présent arrêté.

à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Signature du permissionnaire,